

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 16 décembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27

Nombre de présents : 21

Nombre de votants : 26

Date de la convocation : 8 décembre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le seize décembre à 14 h 30, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Joël PAPINEAU (Saint-Sornin), Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Monsieur Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua)

Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua), Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

Monsieur Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

Participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire santé des agents dans le cadre d'une labellisation*Ressources humaines*

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont l'obligation, au 1^{er} janvier 2026, de contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles leurs agents souscrivent, à la condition que les contrats ou règlements garantissent la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Dans le cadre de sa participation à la protection sociale complémentaire santé des agents, l'employeur peut choisir entre la convention de participation (sélection par appel d'offres d'un seul organisme de complémentaire santé labellisé) ou la procédure dite « de labellisation », permettant une liberté de choix par l'agent de sa complémentaire santé, parmi les organismes dont les contrats sont labellisés.

- La convention de participation dont le principe est la sélection d'un seul organisme de complémentaire labellisé, dans le cadre d'un appel à la concurrence lancé par la collectivité, permet une gestion plus unitaire du dispositif, mais l'agent n'a que le choix d'adhérer ou de ne pas adhérer dans ce cas.
- La labellisation permet la portabilité de la participation d'une collectivité à une autre (détachement, mutation...), la liberté de choix par l'agent de sa complémentaire parmi les organismes dont les contrats sont labellisés (liste disponible sur le site de la DGCL) ; le dispositif peut être revu chaque année.

La CCBM souhaite participer au financement de la protection sociale complémentaire santé de ses agents, en leur permettant de souscrire de manière individuelle et facultative à un contrat labellisé, par l'octroi d'une somme mensuelle brute de 15 € par agent, correspondant au minimum légal de la participation employeur.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 12 décembre 2025 ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- de retenir la procédure dite « de labellisation » ;
- de participer, à compter du 1^{er} janvier 2026, à la garantie risque santé souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents, à hauteur de 15 € brut mensuel par agent ;
- de participer financièrement aux seules garanties labellisées, comme le prévoit la réglementation, sur présentation d'une attestation d'adhésion de l'agent, et de verser directement le montant de la participation à l'agent ;
- d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président
Monsieur Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
Monsieur François SERVENT

